

Le Waterloo socialiste

« Elio, tu dois choisir ! » L'interview de Guy Spitaels, dans « Le Soir » d'hier, a fait mouche. Au PS, des langues se délient, notamment celle du maître de Blegny, Marc Bolland. Claude Demelenne analyse, à notre demande, la crise du PS.

Il n'y a pas que Charleroi, nom d'un chien !



Marc Bolland
Bourgmestre PS de Blegny

Respecter les électeurs, c'est accepter le résultat des élections. Mais c'est aussi comprendre le message de l'électeur. Or, je constate que l'on se contente d'une explication facile, médiatiquement acceptable et politiquement correcte : « La défaite du PS, c'est la faute de Charleroi ! »

C'est un peu court. Il y a d'autres questions à se poser, pour pouvoir repartir du bon pied. Je ne veux pas donner l'impression de balayer d'un revers de la main tout ce qui a été fait dans le cadre de la rénovation du parti, par des camarades que je crois de bonne volonté et de bonne foi. Mais les orientations prises par le PS posent des questions essentielles.

1. Le PS est-il encore un grand parti populaire ?

Historiquement, les structures de la gauche belge sont des structures de masse, des structures populaires, tant sur le plan politique que sur le plan syndical. Mais, dans le souci de moderniser son image, le PS a donné (trop) souvent l'impression de vouloir se détacher de cette image populaire. Sur la forme, en privilégiant notamment un marketing de courte vue. Sur le fond, en imposant à la base militante des débats concernant des minorités, au détriment des problèmes de vie quotidienne.

Trop souvent, dans les cercles les plus proches de la direction du parti, on ressent ce mépris pour le populaire : « Tu as encore été à la kermesse aux boudins ? » Cela pose question sur le respect que l'on se doit les uns vis-à-vis des autres. Mais aussi du point de vue politique : la gauche est là pour aider les plus faibles, ceux qui sont incapables de peser sur les débats de société, à se grouper et ainsi à créer des rapports de force collectifs. Le renier ou l'oublier pose problème. En adoptant une nouvelle culture politique en rupture avec cette tradition populaire, le PS a pris un risque considérable.

2. Le PS se méfie-t-il du PS ?

« Aujourd'hui, pour être sur la liste du PS, il faut surtout ne pas être affilié ! » La réflexion émane de militants de longue date, souvent découragés, perdus devant une stratégie d'ouverture dont ils ne comprennent pas la raison profonde, et qui s'impose à eux sans qu'ils ne soient réellement consultés.

Ouverture, oui. Dilution, non. Le PS doit-il renier le militantisme de base, en privilégiant le recrutement basé sur des critères identitaires, dont certains montrent déjà à quel point ils sont dangereux (notamment le critère ethnique, porte ouverte sur le communautarisme) ? Le PS ne risque-t-il pas ainsi de miner son assise de base : ses structures locales, sa force vive de pénétration au sein de la société.

Ajoutons à ce malaise le manque de respect vis-à-vis des mandataires locaux, considérés avant tout comme suspects : un des critères pour la désignation du secrétaire à la rénovation du Parti n'était-il

pas qu'il n'ait encore jamais exercé de mandat électif ? Et les nouvelles « règles de gouvernance » ne prouvent-elles pas la suspicion vis-à-vis des mandataires locaux : règles de cumuls conduisant à l'inefficacité ; règles de déclaration de patrimoine et de revenus alimentant un voyeurisme télévisuel malsain ; cadenassage des modalités de désignation des bourgmestres dont on se mord aujourd'hui les doigts ; création d'une commission de vigilance et d'éthique, haut tribunal moral, avec tout ce que cela a de troublant... ?

Le PS est un parti politique. Il a vocation à participer au pouvoir. On ne peut pas obtenir le pouvoir et le garder durablement sans machine de guerre. Et on ne peut construire une machine de guerre en se méfiant en permanence de ses soldats. La rénovation du PS passe par la reconnaissance du rôle des sections locales et du mérite

On privilégie une explication politiquement correcte. Mais ce sont les orientations prises par le PS qui posent question...

des mandataires locaux. Je crains que ce ne soit pas la voie prise.

3. Le PS respecte-t-il les règles démocratiques ?

En démocratie, les deux règles essentielles sont simples : il n'y a pas de vérité en dehors de l'élection ; on ne change pas en permanence les règles du jeu. L'élection sanctionne des politiques ; l'élection sanctionne des hommes et des femmes. C'est la règle du jeu.

Lors des élections communales, des personnalités du PS ont perdu, parfois de façon cinglante, les combats qu'ils menaient. Pour certains, ce n'était pas la première fois. En a-t-on tiré les conséquences ? Non. Ceux qui gagnent les élections doivent assumer des responsabilités. Ceux qui perdent les élections doivent se ressourcer, pour revenir plus forts et plus seureins. Ce n'est pas une question de personnes. C'est une question de principes. Johan Vande Lanotte, le président du SP.A, a montré l'exemple. Par ailleurs, comment comprendre que chaque fois que l'on a un problème, on n'hésite pas à tordre le cou à des règles que l'on a soi-même imposées : changer les statuts en catimini est devenu une habitude, une habitude malsaine. Le pouvoir est-il confisqué au sein du PS ?

4. Le PS est-il un parti politique ou un groupe de technocrates ?

Ceux qui n'osent pas passer sous les fourches caudines de l'élection n'ont pas à exercer de responsabilités politiques. Les conseillers conseillent. Les élus choisissent et décident. C'est ainsi qu'il faut faire. Tout simplement parce que les mandataires doivent se présenter à la sanction des électeurs. Les conseillers sont des irresponsables, sur le plan politique. Il est vrai que les matières sont devenues de plus en plus complexes. Il

est donc important pour les responsables de s'entourer de gens de qualité. Mais il faut s'interroger, au sein du PS, sur le rapport de force réel existant entre mandataires élus et conseillers de l'ombre.

5. Le PS est-il là pour faire la morale ou pour changer le monde ?

Depuis des années, le PS a articulé son message sur les problèmes éthiques : vote des étrangers, mariage des homosexuels, bioéthique, euthanasie... Ces enjeux sont importants. Mais ce n'est pas sur cette base que l'on articule un message politique de changement de la société. Le fond du message socialiste doit être un message économique et social. C'est là qu'est notre différence, notre essence. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans des discours stéréotypés qui ne sont plus adaptés à l'évolution de notre société, mais d'identifier les inégalités nouvelles, les problèmes sociaux profonds, l'inégalité culturelle, en cherchant sans faiblesse en permanence la ligne de rupture permettant de trouver de nouvelles alliances, de nouveaux rapports de force favorables.

En tant que socialistes, nous ne pouvons pas accepter la détresse, la misère matérielle et intellectuelle. Parce que nous avons le devoir de nous lever contre l'injustice. Nous n'avons pas le monopole du cœur : il y a des libéraux, des chrétiens, des écologistes, des personnes d'autres horizons qui sont aussi des gens de progrès. Mais une gauche sans un PS fort est une gauche qui perd. Nous devons la faire gagner. Le PS a un rôle majeur à jouer. Il doit repartir sur des bases fortes et profondes. ■

Le Royer



« Spitaels, un grand président, a aussi commis des erreurs »



Claude Demelenne
Rédacteur en chef du « Journal du mardi », auteur d'essais sur le PS

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE BERNIS

Hier, dans « Le Soir », l'ancien président du PS, Guy Spitaels, est sorti de la réserve. Rappelant que sous sa présidence, le PS avait capté 44 % des suffrages, il interpellait Elio Di Rupo. Comment avez-vous réagi à la lecture de l'interview ?

Guy Spitaels a été un grand président, un social-démocrate rigoureux à la Strauss-Kahn, charismatique même s'il n'était pas un tribun populiste. Il a réussi à faire prendre aux socialistes francophones le virage de la rigueur tout en réunissant à faire rêver les gens. Comme il aime à le rappeler, le PS a obtenu un score historique 44 % lors des élections législatives de 1987. Mais il faut un peu relativiser les choses. Le PS était dans l'opposition depuis le début des années 80 ; et ces 44 % ont été obtenus grâce à un discours wallingant. Guy Spitaels a réussi à faire rêver grâce à un mythe de substitution : l'étendard du socialisme, à l'époque, c'était moins le drapeau rouge que le drapeau wallon. C'était sans doute indispensable, à ce moment-là, pour forger une identité wallonne. Et il a poussé le bouchon fort loin, misant sur José Hapart, un populiste, une sorte de Jean-Marie Dedecker wallon ! À la fin des années 80, les socialistes n'ont pas compris que le redressement économique wallon passait par une plus grande coopération avec Bruxelles, qui est la seule grande métropole économique wallonne. C'est une des erreurs de Spitaels, dont la Wallonie et le PS paient encore le prix aujourd'hui.

Guy Spitaels reproche au PS d'Elio Di Rupo son positionnement « belge »...

ment « belge »...

Un des grands mérites d'Elio Di Rupo est d'avoir tenu un cap francophone et d'avoir tourné le dos à la tentation wallingante. Philippe Busquin, lui, avait eu quelques tentations de repli wallon. Elio Di Rupo serait-il belge ? Il a tenu un discours de solidarité francophone. Je ne vois pas ce qu'on peut lui reprocher. En revanche, à travers le discours de Guy Spitaels, je crains de voir se profiler le retour de cette aile wallingante du PS, qui n'est plus très vivante aujourd'hui. Dans cette période de crise, un certain nombre de responsables socialistes pourraient à nouveau agiter l'étendard wallon. Je trouverais inquiétant qu'on tente de sortir de la crise par un retour à cette tendance. Dans le contexte actuel, une reprise des tensions entre les branches wallonne et bruxelloise du PS serait suicidaire.

Guy Spitaels somrait Elio Di Rupo de choisir entre la présidence du PS, la présidence du gouvernement wallon et le maïorât de fait de la ville de Mons. Hier après-midi, Elio Di Rupo a annoncé qu'il allait remettre son mandat de président du PS en jeu. Votre avis ?

Ce cumul n'était pas une bonne solution. C'était une solution temporaire. À l'époque, il pouvait difficilement faire autrement. Mais c'est ingérable.

Johan Vande Lanotte, le président du SP.A, a-t-il, en un sens, montré l'exemple ?

Les situations sont assez différentes. La défaite du SP.A est plus forte et beaucoup plus fondamentale ; le SP.A n'avait pas Charleroi sur le dos ! On ne peut pas parler d'une mise en cause personnelle d'Elio Di Rupo. C'est pourquoi j'ai ressenti un certain malaise à lire l'interview de Guy Spitaels. Il réserve quasiment toutes ses flèches à Elio Di Rupo. Pas un mot critique par rapport à Jean-Claude Van Cauwenberghe. Or, ce dernier a joué le rôle de repoussoir durant la campagne électorale. Les affaires à Charleroi ont été, à mon avis, un facteur ultradéterminant dans le recul socialiste.

À l'automne 2005, dans une Carte blanche publiée dans « Le Monde », vous affirmiez que la rénovation du PS était « réussie ». Avec le recul, ne pensez-vous pas avoir été, à l'époque, trop optimiste ? Ou trop naïf ?

Je maintiens que, pour l'essentiel, la rénovation a réussi. Mais – et je l'avais sous-estimé – dans certaines citadelles socialistes, Elio Di Rupo n'a pas pu, n'a pas voulu ou n'a pas eu le courage de nettoyer suffisamment. Je rappellerai qu'en son temps, Guy Spitaels n'avait pas non plus mis les mains dans le cambouis – les affaires touchaient Liège à l'époque.

Pourquoi ? parce qu'il y a un tabou au PS : la sacro-sainte autonomie des fédérations, qui permet à certains apparatchiks locaux de fai-

re ce que bon leur semble et de se conduire comme un parti dans le parti. Et sur point, la rénovation n'a pas réussi. Lorsqu'on se demandait, il y a de nombreux mois, si Elio Di Rupo devait intervenir à Charleroi, certains Liégeois ont répondu non... car ils ne voulaient pas que cette autonomie soit remise en cause. Pourtant, la résolution de crise actuelle passe par une remise en cause radicale de l'autonomie des fédérations. Mais je ne suis pas certain que tous ont pris conscience de l'ampleur du séisme à Charleroi et de la nécessité de faire table rase. Et je suis inquiet quand je vois que certains se contenteraient encore de demi-mesures. Les gens attendent un signal fort. Lequel ? Qu'aucun des anciens échevins de la précédente majorité ne se retrouve dans le nouveau collège. Mais aussi que Philippe Van Cauwenberghe ne siège pas dans la nouvelle équipe. Sinon les gens diront : rien n'a changé. Peut-être Elio Di Rupo a-t-il peur du conflit ? Peut-être n'aime-t-il pas couper des têtes ? Mais diriger un grand parti, c'est aussi parfois savoir couper des têtes !

Il n'y a pas que Charleroi qui explique la dégelée du PS. Guy Spitaels incrimine le fait que le PS se soit progressivement coupé de sa base sociale, le monde du travail. Et de sa base fonctionnelle : les militants. Le reproche est fréquent parmi les mandataires locaux du PS, qui se sentent injustement ignorés au profit des technocrates du Boulevard de l'Empereur...

C'est en partie vrai. Le PS est au pouvoir depuis 19 ans et on a le sentiment que la technocratie socialiste baigne dans un ronron et ne prend plus suffisamment en compte l'avis des militants et de la base. Cependant, ce n'est pas d'aujourd'hui que la base gronde. Mais tant que le PS gagnait les élections...

Cette fois, il a perdu. Les militants doivent-ils s'en réjouir ? Et opter franchement pour une cure d'opposition régénératrice ? Je crois en effet que le choix de l'opposition s'impose pour le PS aujourd'hui. ■

► P. 2 À 7 TEMPS FORT

lesoir.be

La Carte blanche publiée dans « Le Monde » en 2005.

VOUS AVEZ UN AVIS ?

Exprimez-vous !

Par courriel :
forum@lesoir.be
Par courrier postal :
Le Soir, service Forum
Rue Royale, 120
1000 Bruxelles
Par fax : 02-225.59.14